

Interpellation de B. CHIH, Conseiller communal, relative à l'insécurité liée au trafic de drogue et aux logements publics vides.

B. CHIH donne lecture du texte suivant :

B. CHIH geeft lezing van de volgende tekst:

Anderlecht traverse une crise sécuritaire persistante. Trafic de drogue, fusillades... les faits graves se multiplient.

Depuis le dernier Conseil communal, deux nouvelles fusillades ont eu lieu :

- Le 5 juin, un homme a été tué à 9h, en pleine rue, près d'une école.
- Le 17 juin, des coups de feu ont été tirés rue des Goujons. Il n'y a pas eu de blessé, mais les riverains sont inquiets.

Ces événements s'ajoutent à une série déjà bien trop longue.

Le Peterbos est un point chaud récurrent. En mars, j'avais relayé l'appel à l'aide des habitants du Bloc 13, confrontés à des squats, faux baux, et à un climat d'insécurité permanent. Je me réjouis qu'une opération policière ait eu lieu le 12 juin. Selon la presse, 271 appartements ont été contrôlés, 19 arrestations administratives, et 4 arrestations judiciaires ont été opérées. Drogue, armes et matériel de pesée ont parfois été retrouvés. Des actes ont été posés. C'était nécessaire. Mais qu'en reste-t-il aujourd'hui ?

Le Procureur du Roi, Julien Moinil, appelle à une présence policière durable. Or, selon des habitants et des articles de presse, cette présence aurait fortement diminué, voire disparu. Par ailleurs, le trafic ne se limite plus au Peterbos. Des phénomènes similaires émergent dans d'autres quartiers, avec logements vides, deals visibles, insécurité. Il est nécessaire de prendre les choses en mains. L'opération du 12 juin a aussi mis en lumière un problème plus large : les logements publics inoccupés, parfois utilisés pour des trafics. Et cela ne concerne pas qu'un seul quartier.

Dans un contexte de crise du logement et de sans-abrisme, voir autant de logements publics vides à Anderlecht est profondément choquant. Citoyens et associations la jugent inacceptable. Les pouvoirs publics ont un devoir d'exemplarité : on ne peut pas critiquer les propriétaires privés tout en laissant des logements publics fermés pendant des mois. On objectera peut-être que ces logements sont en attente de rénovation. C'est une réalité que nous entendons. Mais certains restent vides très longtemps, sans calendrier ni solution temporaire. Il est légitime de s'interroger sur la gestion et les priorités.

Dans ce contexte, je vous pose les questions suivantes :

1. Pourquoi la présence policière au Peterbos a fortement diminué après le 12 juin ? Quelles mesures pour garantir sa continuité ?
2. Une stratégie contre les trafics est-elle prévue à l'échelle de la commune ? Quelles actions dans les autres quartiers concernés ? Quelle est la stratégie

envisagée pour lutter durablement contre l'extension du trafic de drogue dans plusieurs quartiers de la commune ?

3. Combien de logements publics sont vides à Anderlecht ? (« Foyer Anderlechtois », « Comensia », Régie communale, etc.)
4. Parmi eux, combien sont murés ? Combien sont squattés ?
5. Quelle stratégie pour remettre ces logements sur le marché ? Et dans quels délais concrets ?